

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72-D La Source

NI LA DROITE, NI LA GAUCHE N'ONT LA MAJORITE

Ces élections législatives marquent une avancée modérée de la gauche traditionnelle tandis que la droite stagne. C'est un résultat que laissait prévoir le mécontentement des électeurs face à la crise capitaliste qui s'est considérablement accrue depuis les dernières élections de 1973.

Comment les millions de travailleurs victimes de cette crise avec son cortège de chômage, de licenciements de bas salaires auraient-ils pu voter pour la droite. Pourtant, comme le montre l'examen des chiffres, la gauche traditionnelle pas plus que la droite n'emporte au premier tour la majorité. Ainsi, comparons aux chiffres des élections législatives de 1973 : à droite, l'UDF atteint environ 20,50 % alors que les divers partis qui la constituent (PR, CDS, Radicaux) atteignaient en 1973, 19,33 % des voix. Au total cela fait 43 % des voix auxquelles s'ajouteront sans aucun doute au second tour les 3 % de l'extrême droite.

A gauche, le PCF garde environ 21 % tandis que le PS passe de 19 % à 23 %, augmentant donc son nombre de voix mais de façon sensiblement moins importante qu'ils ne l'espéraient. Cela fait au total 46 % des voix.

Comment se fait-il donc que ces grands partis de gauche aient déclaré comme l'a fait Georges Marchais hier « la gauche est majoritaire » alors que son score n'est que de 46 %. Eh bien, c'est tout simplement qu'ils s'attribuent d'office les voix qui leurs manquent en les prenant notamment dans les 4 % de l'« extrême-gauche ».

Or, si tant d'électeurs qui sont mécontents de la droite et s'y opposent ont décidé de ne pas voter pour la gauche, c'est parce qu'ils s'en défient à juste titre. Penser qu'ils reporteront automatiquement leurs voix au second tour sur la gauche, c'est faire bon marché de ce



En train de lire un tract UOPDP. Voir article page 3.

courant de défiance dont l'accroissement est l'un des faits marquants de ces élections et avec lequel les

grands partis traditionnels doivent désormais compter. Non décidément ce qui ressort du premier tour des

élections c'est bien que ni la gauche traditionnelle ni la droite ne sont majoritaires.

• Israël

Les sionistes responsables d'une nouvelle tuerie

Samedi après-midi, un commando palestinien réussissait à pénétrer en Israël. A bord de canots pneumatiques, il débarquait à 60 km de Tel Aviv, leur objectif initial. Les fedayins se sont alors emparés de deux autobus et ont ainsi atteint la banlieue de Tel Aviv. Les divers

barrages mis en place par les troupes sionistes alertées n'ont pu stopper leur avance.

Alors, au plus parfait mépris de la vie des nombreux otages passagers des bus, la police et l'armée ont mitraillé les deux véhicules pendant près de dix minutes. Bilan 40 morts,

parmi lesquels de nombreux enfants, et une centaine de blessés.

Une bataille rangée a ensuite opposé la douzaine de fedayins survivants aux centaines de soldats sionistes. On ignore le sort du commando palestinien dont l'action a été revendiquée par El Fatah.

Mardi 14 mars à 20 h 30
Salle B à la Mutualité
meeting
unitaire des
marxistes-léninistes
A l'appel du PCRML et du PCMLF

- Le 19 mars, refusez vos voix aux politiciens des partis de droite de de gauche !
- Après les élections, ce sera toujours le capitalisme !
- Rassemblons nos forces pour les luttes de l'après-mars.
- Préparons la révolution socialiste.

Editorial

Un premier bilan

Le premier tour des élections législatives est à peine clos, il est manifestement trop tôt pour en dégager tous les enseignements. Étant donné l'importance qu'il revêtait, ses résultats devront être analysés soigneusement dans les jours à venir. Mais, dès maintenant, il est possible d'en dégager quelques grandes tendances.

La diminution sensible du nombre des abstentions par rapport aux législatives de 1973, témoigne de l'intérêt général qu'ont suscité ces élections malgré l'écœurement amené par le flot de démagogie auquel nous avons eu droit.

Ce fait confirme la justesse de l'attitude commune adoptée par les marxistes-léninistes. En impulsant le développement de l'UOPDP, en se montrant présents et actifs dans cette bataille politique, ils ont su agir avec les travailleurs de notre pays, tout en leur ouvrant une autre perspective que celles des partis bourgeois traditionnels.

Les millions de suffrages qui se sont portés sur les partis de gauche manifestent l'ampleur de la volonté de changement réel qui anime les ouvriers, les petits paysans, les employés, tous ceux qui refusent de continuer à subir l'exploitation, les licenciements, le chômage, les fins de mois difficiles, l'incertitude des lendemains.

Ils traduisent aussi la persistance des illusions électoralistes, le poids des mensonges entretenus par les partis de gauche sur leur véritable nature et leurs véritables projets.

En même temps, ces résultats démontrent la vanité de la voie électoraliste qu'ils ne cessent de prêcher, l'impasse sur laquelle elle débouche.

Une nouvelle fois, le PCF comme le PS ont fait miroiter aux yeux des travailleurs la possibilité d'un changement réel de leur sort à travers les urnes. Une nouvelle fois ils ont prédit qu'on était à la veille d'un grand bouleversement, que cette fois-ci, enfin, était la bonne.

Une nouvelle fois pourtant, la victoire de la gauche est loin d'être assurée au second tour. Et même si dimanche prochain, une majorité de gauche s'installait au Parlement, qu'y aurait-il de profondément changé ? Pas grand chose, car quelle que soit l'issue de ce scrutin, il ne fera que refléter le fait que la France est entrée, sans doute pour longtemps, dans une période de grande instabilité politique. Le score électoral de plus en plus serré des partis bourgeois de droite et de gauche va rendre encore plus âpre la querelle qui les oppose pour se disputer le pouvoir.

La poussée attendue du PS ne s'est pas produite et le PCF stagne. Par contre, les voix regroupées sous l'appellation d'extrême-gauche, ont nettement progressé. Si on y ajoute celles des écologistes et des féministes, classées sous la rubrique « divers », elles représentent, groupées, plus du quart de l'électorat du PCF. Quelles que soient les motivations ouvertement électoralistes d'un certain nombre des organisations sur lesquelles elles se sont portées, et même si un certain nombre d'entre elles se reportent, au second tour, sur la gauche traditionnelle, elles témoignent avant tout de l'existence et du développement d'un courant de défiance à l'égard du PCF comme du PS.

Suite page 4

AIN 1ère COTTON Jean-Pierre 2e JACQUET Gérard GIORIA Jean-Claude ARPINO Jacky	234 116	0,35 % 0,16 %	LOIRET 1ère MANOURY M.F. 2e MERCY Paul GAURANT Michel BORNE Isabelle	395 351	0,54 % 0,49 %	SAVOIE 3e GRANJON J. GALLEY Pierre		
ALPES-MARITIMES 3e CRISTOFARI Joël ABADA	207	0,26 %	MARNE 1ère GIGERICH M. 2e FRELAUX Marie THOMAS Johan 3e MUSARD Paule BLANCHEMANCHE J.L. EVRARD Gilbert	207	0,27 %	SEINE-MARITIME 2e CLOUARD Patrick PLANQUOIS Eric	310	0,41 %
BOUCHES-DU-RHONE 4e MANDRILLE Henri GARAIX 6e VANDRAMME Yves AIMARD J.P. 7e BOSCH J.J. 8e CAVAGNARA J.M. 9e CASTAY Yves BRUNET Marc 10e AGUADO Richard DUVERDIER J.F. 11e GOURC Jacques APOTHELOZ Christian	342 244 98 366 376 133	0,55 % 0,34 % 0,27 % 0,4 % 0,27 % 0,155 %	MAINE-ET-LOIRE 2e MÉTIVIER Michel DEPIERRE Benoit 4e PLISSON Bernard AUDOUIN Serge	548 546	0,88 % 1,13 %	SOMME 1e DEPECKER Jean CARRE René 5e BOGAERT Denise BELHER Joël	176 334	0,22 % 0,55 %
Résultat des candidats UOPDP			MEURTHE-ET-MOSELLE 1ère LEBLANC M.T MORLOT D. 7e ICETA Christian GAVOILLE Guy			TERRITOIRE DE BELFORT 1e RIGOULOT Nicole MARION Bernard	78	0,22 %
			MORBIHAN 5e LE GAL Romain DAVID Jean	255	0,37 %	VAUCLUSE 3e JOLY Pierre LIOP Jacques	221	
CALVADOS 1ère COMPAGNON Béatrice 3e PERYOITE Jacques COUPEY Gérard FRABI Gérard	316	0,30 %	MOSELLE 3e LAUX A. 4e INTROVIGNE F. GRÉGOIRE M. 6e PERRIER Guy BRUNE Pierre WILHELM J.	343 489 271	0,5 % 0,8 % 0,5 %	HAUTE-VIENNE 2e RAULIN Emmanuel 3e PLAISANT Daniel HUBERT Christian JUCHEREAU Francis	293 510	0,49 % 0,6 %
CHARENTES-MARITIMES 1ère BEY Michel ALBERT Patrick	326	0,44 %	NORD 1ère LEBLANC Marc 2e FLAMME A.M. 4e RENAHY Philippe CELLONNE Michèle 7e POLISINI Ivanna GIRARDIN Aïcha 8e GUILLERMAIN G. BOUDEULLE J.M. 11e WYCHOWANOK Rzdzyślaro DAVID Carole GRISEL Laurent DUHAMEL Michel	158 128 183 233 280	0,39 % 0,34 % 0,47 % 0,47 % 0,28 %	YONNE 2e THOMAS Alain THENADEY J.M.	515	1,02 %
COTES-DU-NORD 1ère LEMEUR Michel 2e MARIE Jacques LE CORRE Loïc ROBIN Sylvie	437	0,49 %	ORNE 2e AUCLAIR Henri PRETA André	381	0,81 %	SAONE-ET-LOIRE 4e BENOIT Charles BOUGREAU Patrick 5e PERRET Camille CHALVET R.	281 343	0,47 % 0,55 %
COTES D'OR 1ère SALOMON Agnès 2e CAUSERET Aleth GARRIGUES GRAPPIN Serge	159 276	0,2 % 0,4 %	PAS-DE-CALAIS 5e COPPIN Henri HERMANN Catherine 7e BONTE Jules JOUHEN Marceau 12e LACAZE Jacques BAROSO Martine 13e TAINMONT Michèle GUILLERMAIN César	181 176 473 124	0,33 % 0,28 % 0,89 % 0,28 %	HAUTE-SAONE CHATEL	392	0,62 %
DOUBS 1ère ROY Jacques 2e BESANCON Jeanne QUERON Serge ÉLOY Jean-Michel	207 259	0,23 % 0,29 %	PUY-DE-DOME PALJKOVIK J.M. SOZZEDE J.P.			PARIS 2e MERIEUX Roland BIGER 10e PICHOT P. 12e MENVIELLE J.P. REY Gilbert 13e DENTAL Monique JAUNAS Daniel 16e GAUBERT Dominique DUVERNE Sylvain LEFEVRE 25e RENAHY J.H. 27e ROPARS Daniel LEBRUN Claude NOWAK Dżisław 28e DRUESNE André VALET Mireille 29e BAUBY Pierre 30e BRESSOUD J.B. CROHEM Colette GAY Paul 31e DOUZIL Simone AMBARD M.A.	63 82 59 88 69 70 78 81 100 50 58	0,21 % 0,21 % 0,19 % 0,25 % 0,22 % 0,19 % 0,29 % 0,26 % 0,31 % 0,14 % 0,13 %
DROME 3e MARTIN Colette GENILLON Tanneguy			PYRENEES-ATLANTIQUES 4e ACANA M. PACHON Victor 1e BERIT-DEBAT	407 367	0,44 % 0,36 %	SEINE ET MARNE 1e LANDRIN Luc 2e MARTINE Gisèle BAUDOIN Patrick GOURHANT Robert	243 456	0,21 % 0,49 %
FINISTERE 1ère GUIAVARCH J.F. 2e HOSTIOU M.C. 4e MOYSAN Fernand TAULOIS Didier CORRE Milliau PERRON J.C.	175 257	0,8 % 0,22 % 0,48 %	BAS-RHIN 2e KOSMAN Frédéric 3e PERDU Philippe REISER Christian KARLE Michel	166 352	0,28 % 0,4 %	ESSONNE 2e BERICHVILI Thierry 1e RAINERIE Gilbert LEVY Jacques 3e MILLERAND Isabelle GODEFFROY Pierre DESCHAMPS Jacques	351 275 345	0,28 % 0,27 % 0,24 %
HAUTE-GARONNE 4e DESACHY Cécile MATHUSI Claude	222	0,24 %	HAUT-RHIN 4e DENEUX Gérard ALBRECHT Michel	207	0,37 %	VAL-DE-MARNE 1ère PERRET Joël 3e VALLET Nicolas RODRIGUEZ René 4e AFANASIEFF ROLLET Patrice MONFRAIX Jean	167 202 113	0,26 % 0,31 % 0,18 %
GERS 2e DESBARRAT Daniel PELLEFIGUE Bernard	233	0,46 %	RHONE 1e DELORME Claude 2e BORDAZ Th. 3e RUFFIER LUBATION P.J. 6e METREAUX F. REY Camille 7e DHENNEZEL Philippe 8e DELIGANT Josette CAZZOLA D. 10e REY Bernard REYNAUD J.M. 11e ABRJAL Henri 12e DUFFAUD Maurice 13e PERCHOUX André SAINT LAGER Alain SCARAFIA Nathalie BOULANT J.L. 4e DURAND	63 116 68 123 116 251 213 210 63	0,14 % 0,25 % 0,23 % 0,25 % 0,13 % 0,57 % 0,33 % 0,44 % 0,13 %	HAUTS-DE-SEINE 1ère RABOUTET Jean-Louis 4e PLANTE Daniel GRIGNON Philippe 7e FREVAQUE Bernard 11e DEVION Georges BALLAND Nicole CHANEY Eric	120 103 120 90	0,43 % 0,22 % 0,25 % 0,17 %
GIRONDE 1ère BORTHURY Bruno 4e FERRIERE Michel CLUZAN J.C. DARMANTE Claude	117	0,17 %	VAL D'OISE 1ère BOEDART Pierre BARTHÉLÉMY Patrick	234	0,26 %	SEINE-SAINT-DENIS 1ère BLANCHEMANCHE P. 2e JULIEN Jean CHEVET Yves BOILLLOT Gilles 5e BERNARDINI Françoise 7e FAUBERT Geneviève FERNANDEZ Georges DENARIE Serge	255 151 314 118	0,27 % 0,43 % 0,42 % 0,11 %
ILLE-et-VILAINE 1ère LAFORÉ J.M. 2e MONIER René LE CAM J.G. NAVENNEC G.	423	0,56 %						
ISERE 1ère BALDACCI René 2e GALLET 3e CHERHAL Jean LIVIAMY Yolande DUBARRY Michel SAMSON Yvan	157 218 331	0,24 % 0,21 % 0,50 %						
LOIRE 1ère FAUBERT Jacques 5e ROCHER Michèle DUPUY J.L. GOUACHE Serge	67 123	0,15 % 0,22 %						
LOIRE-ATLANTIQUE 2e JAUNAS Dominique 3e PELLETIER Jeannette KERVAREC Michel PLAISANT Denis	181 192	0,29 % 0,28 %						

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

RENNES

Villejean-Rennes. Ce soir-là, nous étions deux à coller des affiches de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Dans une rue populaire, bordée d'HLM, nous trouvons un petit emplacement à côté d'une entrée d'escalier. Nos posons notre affiche et continuons notre chemin. Sur ces entrefaites, une voiture s'arrête non loin de là. Un homme en descend. Il va vers l'affiche

qu'il nous avait vue coller et... l'arrache. Ne faisant ni une ni deux, nous retournons sur nos pas l'interpellons :

- « Il y a quelque chose qui ne vous plaît pas dans l'affiche ? »

- Ben, y en a marre de affiches partout ; ça dégueulle les murs et les quartiers ; ça fait sale...

- Oui, mais, répliquons-nous, comment voulez-vous qu'on s'exprime largement ; les grands moyens de la radio et de la télé nous sont pratiquement interdits. Tenez, nous n'avons droit qu'à sept minutes pour notre campagne au premier tour à la télé !

- D'accord, mais quand même. Regardez, nous, on a des panneaux bien propres que la mairie nous a donnés ; ça fait net.

- Qui ça, nous ?

- Les Papeteries de Bretagne. Ça fait des semaines qu'on se bat contre la fermeture de l'usine ; j'arrête pas d'avoir des réunions avec des syndicalistes, des chômeurs ; je suis délégué de la boîte.

- Ah, mais on vous soutient fermement dans votre lutte ; d'ailleurs, vous devez nous connaître...

- Ah, c'est vous. J'ai un bon copain qui doit être chez vous !

Et la discussion s'engage,

pas le voir, explique-t-il. Tenez, comme j'étais avant au PCF, je suis allé à leur siège. Et ce jour-là, j'y ai vu Fiterman qui devait tenir son meeting le soir même en ville. Il m'a de mandé s'il pouvait aller visiter les Papeteries. Il est venu, semblait très décontracté, affable. Il nous a promis un chèque de soutien. Eh bien, on ne l'a jamais vu son chèque ! Vous vous rendez compte ! Le soir, je suis allé au meeting du PCF. Et alors là, je vous jure, Fiterman a été révoltant. De la morgue, de la suffisance, il se prenait pour un grand monsieur. J'en ai soupé.

- là, la cage d'escalier. Venez boire un coup !

On est monté, on s'est rafraîchi le palais et on a continué à discuter encore vingt minutes. On s'est quitté joyeusement.

Un autre soir, nous étions toujours en train de coller des affiches pour l'UOPDP. Un homme s'arrête derrière nous et regarde le travail.

« Quel gaspillage de papier, s'écrie-t-il, c'est nous qui payons tout ça ! »

La discussion s'engage sur le papier, sur l'épuisement du capital forestier. Mais nous expliquons que pour pouvoir parler en ce moment, nous ne disposons pas de beaucoup d'autres moyens. Nous lui demandons si, pour être intéressé par ce problème, il ne serait pas aux Papeteries de Bretagne.

- Non, je suis garçon de salle au CHR, à Pontchailou.

gauche. Les travailleurs doivent avec nous reconstruire une force indépendante de tous ces politiciens, un parti vraiment communiste.

Nous lui expliquons comment est né le PCMLF, pourquoi l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne a été constituée, l'unité avec le PCR ml.

- Mais vous êtes encore petits. Il nous manque en ce moment quelque chose de fort dans laquelle on ait confiance.

- C'est vrai, ce quelque chose, il faut le bâtir en ce moment. Rien n'est impossible, ne désespérez pas. Regardez, vous avez mis en échec la mairie de gauche à l'hôpital, à vous tous. Alors ?

- Ben oui, il y aura bien un jour où ça va casser.

- Eh bien, c'est ça qu'il faut préparer soigneusement avec un vrai parti communiste, vous n'êtes pas d'ac-

LA CAMPAGNE UOPDP PRISE SUR LE VIF



Dans le Nord, Marc Leblanc, postier, candidat UOPDP, dans la circonscription du

ministre des PTT, Segard, s'adresse aux ouvriers de PUK à La Madeleine.

LILLE

Les travailleurs ne laissent décidément aucun répit à la bourgeoisie, à la veille de ces élections.

Mercredi 8 et jeudi 9 mars les facteurs lillois se sont mis en grève à 90%, pour protester contre le manque d'effectifs et contre le fait que les élections constituaient pour eux un surcroît de travail mal rémunéré. A la reprise du travail, ce vendredi matin, l'UOPDP distribuait aux travailleurs

un message de soutien, signé de Marc Leblanc, le postier candidat qui se présente contre Segard.

D'ores et déjà, les sections syndicales CGT et CFDT ont déposé un nouveau préavis de grève pour la semaine prochaine.

Voilà décidément qui remet à sa juste place ce que les postiers attendent des prochaines élections : un surcroît de travail certainement. Et pour la satisfaction de leurs revendications ils préfèrent compter sur leurs luttes.

Réunion publique à Marquette (Nord) où Marc Leblanc est candidat

UOPDP. Un camarade prend la parole : « Nous, ouvriers, nous avons plus souvent



Le camarade Le Cam, à Rennes, discute avec des ouvriers du bâtiment, sur un chantier à la pause de midi.

très amicale et chaleureuse. Je suis rouge et pas rouge, dira-t-il, mais je suis pour la lutte. Regardez comment on se bat aux Papeteries. Puis, on en vient à parler du PCF et de la gauche :

- Fiterman, je ne peux

pas le voir, explique-t-il. On lui explique ce qu'on pense des élections prochaines, pourquoi on présente des candidats. On lui demande si maintenant, on peut poser l'affiche. Alors avec beaucoup de sympathie, il s'écrie :

- « Mais oui, allez-y. Recouvrez la gueule à Fiterman qu'on voit là.

- J'aime bien les gens qui réagissent comme vous et qui sont combatifs.

- Vous habitez par ici ? lui demandons-nous.

- Ah eh bien, tenez, nous, nous disons que les travailleurs doivent s'unir pour lutter sur le terrain contre le capitalisme. Vous avez dû voir qu'à l'hôpital, c'est Hervé, le maire socialiste de Rennes, que vous avez eu contre vous, contre vos revendications, lors de la dernière grève.

- Ouais, ils valent tous la même chose. On a gagné contre eux parce qu'on était tous ensemble.

- Vous voyez, nous, nous disons ni droite, ni

cord ? - Si, si, il faut ça, il faudra ça. Bon, allez, je rentre à la maison ; bon courage pour ce que vous faites.

Nous terminons le panneau commencé et nous continuons en nous disant : il n'y a pas à dire, ils seront nombreux à être avec nous, ils sont déjà des milliers, mais nous ne les connaissons pas encore ou pas assez. Notre voie est vraiment celle que tous attendent.



l'UOPDP : une politique différente pour les travailleurs. Les ouvriers du bâtiment lisent avec intérêt les tracts du candidat Le Cam à Rennes.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Editorial

Un premier bilan

Suite de la page 1

Les vrais changements ne naissent que des luttes de classe et de masse qui vont inévitablement se développer contre les exploités au pouvoir et contre ceux qui rêvent de les remplacer. C'est cette attitude qu'affirme l'existence de l'UOPDP et l'écho, certes encore très faible, qu'elle a déjà rencontré.

Bien sûr, ces résultats chiffrés sont minimes : ils n'en revêtent pas moins une très grande signification. Pour la première fois, en impulsant dans l'unité l'UOPDP, les marxistes-léninistes s'engageaient pleinement dans la bataille politique à l'occasion d'élections. Leur campagne n'avait, dès le départ, aucun objectif électoraliste.

Elle a par ailleurs permis de nouer des liens de masse qui sont riches et prometteurs car ils se développent sur le vrai terrain des travailleurs, celui de la lutte de classe. Y compris avec des militants de base du parti révisionniste, un dialogue fructueux a commencé de s'établir. Pour la première fois depuis longtemps, les travailleurs qui se sentaient piégés dans l'impasse des partis traditionnels de gauche et de droite, ont vu se dessiner une autre alternative, conforme à leurs aspirations révolutionnaires. Et ce courant ne peut que s'approfondir à travers les luttes à venir.

Enfin l'existence de l'UOPDP a permis de souder l'unité de pensée et d'action des militants marxistes-léninistes du PCRML et du PCMLF. Les liens tissés ne peuvent que se renforcer. A tel point que désormais la perspective de leur fusion en un parti marxiste-léniniste unique, conforme aux aspirations profondes de la classe ouvrière, apparaît comme une perspective tangible et proche.

Le courant de refus de la droite comme de la gauche qui toutes deux entendent maintenir intact l'appareil d'exploitation et d'oppression capitalistes doit se renforcer et se radicaliser au second tour. Car désormais une autre perspective existe, révolutionnaire. Elle est certes, encore embryonnaire, mais porteuse d'avenir car elle ne fait confiance qu'à nos luttes.



Environ 25 000 électeurs ont soutenu les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, présentés dans 114 circonscriptions, soit le quart de celles-ci.

Ce sont 25 000 travailleurs qui soutiennent la plate-forme politique de l'UOPDP, c'est-à-dire qui s'opposent consciemment et frontalement aux projets politiques des partis bourgeois de droite et de gauche qui, tous, visent à perpétuer l'exploitation capitaliste.

Voilà un fait politique important, en effet, il n'était pas facile de choisir ce vote-là. Il n'est que de rappeler la formidable pression exercée sur les travailleurs - y compris dans les syndicats - pour qu'ils assurent le succès des partis de la gauche ; ce choix étant présenté frauduleusement comme la seule issue.

Aujourd'hui, 25 000 travailleurs rejettent ouvertement la voie électorale suivie par le PCF, voie qui

conduit à la défaite, ils rejettent les illusions propagées par la gauche et affirment publiquement que seules les luttes de la classe ouvrière et du peuple unis permettront d'en finir avec le capitalisme et de construire un socialisme qui n'aura rien de commun avec la caricature hideuse que préconise Marchais.

Là réside le véritable résultat de cette campagne soutenue activement et dans l'unité par le

PCR ml et le PCMLF. Ces 25 000 voix sont des voix qui pèseront d'un poids décisif dans les luttes de demain.

Les centaines de travailleurs qui, à Vitry, à Gennevilliers, à Rouen, à Rennes, à Thionville et ailleurs ont voté pour l'UOPDP en refusant, tant au premier tour qu'au second tout soutien aux partis bourgeois, seront demain les organisateurs conscients des luttes de notre peuple pour la révolution.

25000 !

UNE FORCE MONTANTE

La première page des élections est tournée. Bien entendu, le second tour fait déjà l'objet d'hypothèses, plans et combinaisons diverses.

Dans l'analyse des résultats du 12 mars, les partis qui resteront en présence le 19 s'interrogent, même s'ils ne le font pas publiquement, sur le comportement d'une frange importante de l'électorat.

En effet, l'un des enseignements du premier tour, c'est la confirmation de l'existence et de la croissance d'un courant politique dont la caractéristique dominante est le refus de cautionner ou de soutenir les partis traditionnels qu'ils soient de droite ou de gauche.

Les voix que les services officiels attribuent à l'« extrême-gauche » (4%), aux écologistes (1,5%), aux féministes, aux régionalistes et autres « divers indépendants » (2,5%) représentent 8% des suffrages exprimés, soit 2,3 millions d'électrices et d'électeurs. Si on y ajoute une partie des bulletins nuls et des abstentionnistes, c'est, sans exagération aucune, à environ 3 millions de personnes que, pour notre part, nous estimons la force de ce courant hostile aussi bien aux partis du pouvoir qu'à ceux d'une opposition bien confortablement installée dans le système capitaliste.

C'est une force importante donc, unie quant à l'essentiel, par delà les multiples candidatures qui lui ont offert un moyen d'expression sans qu'on puisse

identifier le programme des divers candidats avec le point de vue de leurs électeurs.

C'est ce courant que la gauche va essayer d'entraîner à sa suite lors du second tour. Ne nous y trompons pas, les candidats trotskistes et autogestionnaires du PSU ne ménageront pas leurs efforts pour

cela. D'autres, ayant annoncé la couleur dès avant le premier tour, comme certains écologistes et les candidats de l'UOPDP, appelleront leurs électeurs à résister à la pression qui s'exercera sur eux sous prétexte de « battre la droite ».

Ce courant est un des enjeux principaux de la

bataille qui s'engage pour le 19 mars.

On peut compter sur les marxistes-léninistes pour contribuer activement à consolider et à unifier cette force contre le régime et les partis bourgeois de droite et de gauche, non seulement pour le 19 mars, mais au-delà dans les luttes de classe à venir.

Entre les 4 grands partis bourgeois

Rivalité et rééquilibrage

Ce premier tour des législatives est l'occasion d'un rééquilibrage aussi bien au sein de la droite que de la gauche. Les quatre grandes formations bourgeoises sont aujourd'hui de force pratiquement égale.

Au détriment et au profit de qui s'est fait ce rééquilibrage ?

A GAUCHE

Le PCF a perdu des voix. Il en a perdues peu, mais il en a perdues. Au premier tour des élections législatives de 1973, il avait 21,25% des voix. Il en a cette fois-ci aux environs de 21% au maximum.

Par contre, le PS a bel et bien continué l'avancée électorale que lui a permis la signature du Programme commun en 1972. La gau-

che « non-communiste » avait 20,36% des voix en 1973. Elle en a 25% aujourd'hui (dont 23% pour le PS).

Marchais et les autres dirigeants du PCF se sont déclarés peu satisfaits de leurs résultats. Même si l'avancée de la gauche dans son ensemble leur convient (46% au lieu de 41%), ils ne doivent guère apprécier non plus que cela se soit fait au profit du PS.

Le PS a gagné des voix, le PCF en a perdues un peu : c'est le résultat de la ligne d'Union de la gauche mise en place par la direction du PCF.

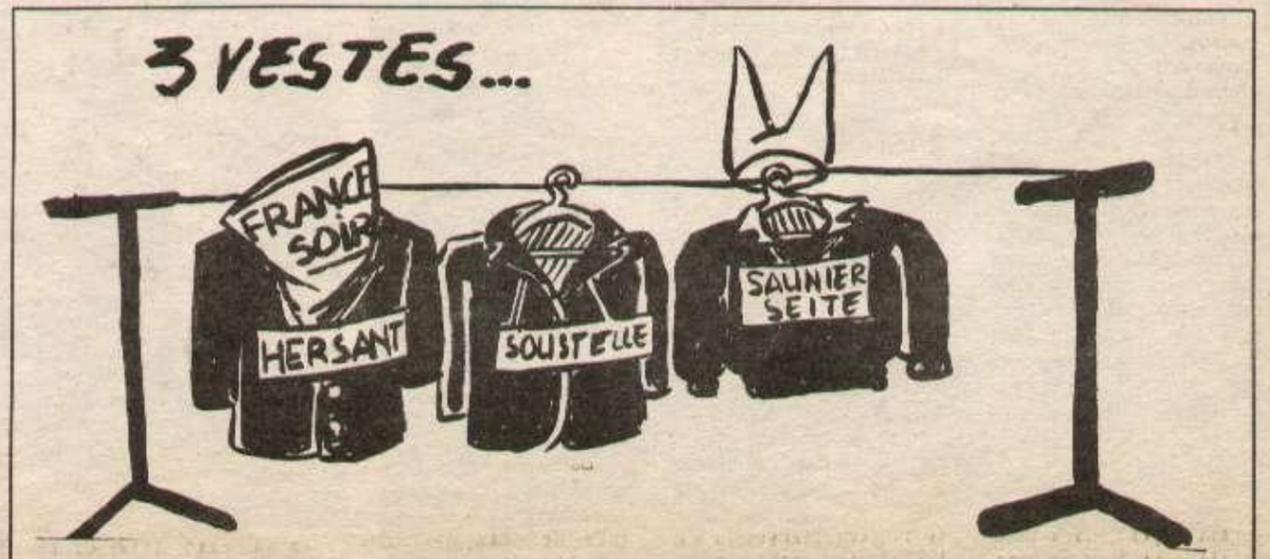
A DROITE

A droite, la montée de l'UDF, regroupée autour de Giscard, s'est confirmée dimanche.

D'une part, l'ensemble de la droite a reculé. Elle est passée de 53,73% à 46%. Toutefois, les giscardiens-centristes-radicaux-réunis ont sensiblement augmenté leur score : 20,50% contre 19,33% en 1973.

Au sein de cette coalition giscardienne, c'est le Parti républicain qui est le plus fort : 12% contre 6,90% en 1973. Les réformateurs de Lecanuet (le CDS) s'effondrent : 5% contre 12,43% en 1973.

Le RPR gaulliste a dû reculer devant cette offensive giscardienne au sein de la droite. Il passe à 22,50% des voix contre 23,56% en 1973. C'est un petit recul, mais on est loin des 43% qu'avait le gaullisme à la Chambre en juin 1968.





● Corne de l'Afrique

La Somalie demande le retrait de toutes les forces étrangères

Mercredi soir, la radio somalienne annonçait la prise de Jijiga par les troupes soviéto-cubaines. Ainsi, l'offensive, lancée le 3 mars dans l'Ogaden par les Soviétiques et les Cubains, reprend après une période de stagnation. Jijiga prise, les troupes poursuivent leurs attaques contre toute cette région proche de la frontière somalienne.

Cette offensive, qui fait fuir la population vers les camps de réfugiés situés en Somalie, a été commandée directement par trois généraux soviétiques et deux officiers supérieurs cubains, a affirmé le chargé d'affaires de Somalie, à Nairobi. « *Aucun soldat éthiopien n'a participé à ces combats* », lors de la prise de Jijiga, ville qui était aux mains du Front de libération de la Somalie occidentale depuis le mois de septembre dernier.

Par ailleurs, il a indiqué, lors d'une conférence de presse, que les chasseurs-bombardiers soviétiques, qui avaient préparé l'assaut des blindés et des troupes hélicoptères contre la ville « *décollaient de porte-avions russes stationnés dans le golfe d'Aden* ».

Il poursuit : « *Les forces du Front de libération de la Somalie occidentale ont gagné les montagnes environnantes et continuent à se battre* ».

Puis, il a démenti toutes les rumeurs selon lesquelles le gouvernement somalien serait sur le point de tomber. Il a expliqué qu'en ce moment l'ennemi principal était celui qui menaçait leur pays.

Jeudi soir, un communiqué publié par le ministère somalien de l'Information annonçait que la Somalie s'engageait à retirer les quelques troupes qu'elle avait envoyées en Ogaden

après les bombardements aériens par les forces soviéto-cubaines sur certaines parties de la République démocratique de Somalie. Le communiqué indique que la Somalie demande :

« - *Le retrait de toutes les forces étrangères de la corne de l'Afrique, la reconnaissance par les parties occidentales concernées du droit des populations de l'Ogaden à l'autodétermination, l'engagement d'un processus en vue de ramener la paix, de trouver une solution juste et durable au conflit* ».



Le peuple somalien manifeste contre l'invasion soviéto-cubaine

Les Russes et les Cubains poursuivent la guerre qu'ils ont engendrée. Le danger devient chaque jour plus grand et plus cruel pour la Somalie sans que les autres

puissances ne disent mot. Malgré cet isolement, la mobilisation se poursuit en Somalie prête à toute éventualité.

Le peuple somalien

qui a appris avec une immense joie le départ des diplomates russes de Somalie est prêt à combattre jusqu'au bout si les Russes tentent d'occuper leur pays.

L'URSS ambitionne de piller le Maroc

Le Premier ministre marocain se rend cette semaine à Moscou pour signer avec les Soviétiques ce qu'Hasan II a qualifié de « *contrat du siècle* ».

Répondant à l'invitation de Kossyguine, le chef du gouvernement marocain effectuera donc une visite officielle en URSS ces jours-ci. Il s'y rend accompagné d'une importante cohorte de ministres parmi lesquels le ministre du Commerce et de l'Industrie et le directeur de l'Office chérifien des phosphates.

Deux accords seront signés, l'un sur les phosphates,

l'autre, d'une durée de 30 ans, sur les échanges commerciaux ; un troisième sur la pêche maritime pourrait suivre.

Moscou a décidé d'investir près de deux milliards de dollars dans les phosphates de Meskala, car ses propres réserves vont s'épuisant. Elle achètera bien entendu, à bas prix, pour son propre compte, une partie de la production. Les livraisons annuelles à l'URSS pourraient atteindre jusqu'à dix millions de tonnes lorsque le gisement sera pleinement opérationnel.

L'URSS deviendra ainsi

en quelques années le plus gros acheteur de phosphates marocains et prendra une place au premier plan dans le commerce de ce pays.

Moscou se targue d'être le meilleur défenseur des intérêts du peuple sahraoui. Cela ne l'empêche pas de conclure de fructueuses affaires avec le régime qui l'agresse. Le peuple marocain lui-même ne devrait pas tarder à découvrir quel est le vrai visage de ce prétendu « *ami* » en subissant l'ampleur de son pillage impérialiste.

Robert Mugabe à l'ONU

« Nous combattons non pas les hommes blancs mais un régime raciste »

Le règlement interne signé à la fin de la semaine dernière entre Smith, le dirigeant du régime raciste qui régit actuellement la Rhodésie et des personnalités noires qui ont trahi la cause du peuple zimbabwe est en discussion à l'ONU.

Robert Mugabe, l'un des dirigeants du Front patriotique, véritable force qui combat au Zimbabwe, a déclaré qu'il s'était présenté devant le Conseil de sécurité de l'ONU dans un but constructif car, a-t-il souligné, « *nous combattons non pas les hommes blancs, mais un régime raciste* »... « *Seul le Front patriotique pourra garantir le renversement du pouvoir minoritaire actuel pour l'instauration de la règle du gouvernement par la majorité* ». Par la suite, N'Komo a répété devant le Conseil de sécurité que l'accord de Salisbury avait été conclu avec « *trois fan-tômes* » pour « *maintenir le régime minoritaire raciste* ».

Le président de l'OUA

a demandé que soit rejeté cet accord.

Face à l'unité du tiers monde, les deux puissances impérialistes impliquées dans l'affaire, la Grande-Bretagne et les États-Unis hésitent, la Grande-Bretagne ayant approuvé implicitement l'accord de règlement interne qui lui permettrait de se débarrasser d'une affaire gênante. Les USA affirment que cet accord n'est pas ce qu'il devrait être ; ils sont bien conscients que les gens qui ont signé cet accord ne représentent rien et que la lutte armée se poursuivra tant que le peuple noir ne sera pas réellement au pouvoir, menaçant ainsi leurs intérêts impérialistes dans le pays.

● Indonésie

Plusieurs étudiants d'un collège de l'est de Djakarta ont été blessés au cours d'un accrochage avec l'armée.

Des camions de soldats convergeaient vers le collège occupé par les étudiants. Ils ont été reçus à coups de pierres. Au même moment, à quelques kilomètres de là, l'armée faisait irruption à l'École normale pour y arracher les affiches antigouvernementales qui couvraient les murs.

Le 21 mars doit se dérouler la farce électorale organisée par Suharto pour le confirmer dans ses fonctions. La répression qui vi-

se à museler toute opposition n'arrive pourtant plus à endiguer l'expression de la puissante aspiration populaire à l'indépendance et à la démocratie.

● Israël

D'importantes grèves de travailleurs paralysent les secteurs des transports, des télécommunications.

Les grévistes contestent, notamment en s'organisant au sein de « *comités d'action* », la représentativité de la centrale syndicale sioniste « *Histadrout* » qui a toujours fait preuve de « *compréhension* » à l'égard du gouvernement qui vient de déclarer pu-

bliquement que « *les grèves seront cassées* ».

Les grévistes protestent contre la hausse du coût de la vie qui a augmenté de 50 % en un an.

● Espagne

Plus de 20 000 paysans embouteillent en permanence les routes espagnoles en défilant avec leurs tracteurs. Ils protestent contre les importations de vins étrangers et revendiquent la revalorisation des prix à la production et un meilleur statut social.

La garde civile a chargé plusieurs de ces manifestations, notamment près de Saragosse, blessant une vingtaine de paysans. Ceux-ci ont annoncé

● Grèce-Turquie

Concrétisant le dégel des rapports entre la Grèce et la Turquie, les premiers ministres des deux pays se rencontrent à Montreux (Suisse). A l'ordre du jour, la recherche d'un règlement pour toutes les questions qui troublent les relations entre les deux pays et notamment la question de Chypre. Encore un brûlot, attisé par les deux superpuissances, qui risque de faire long feu !



Bouguenais après St-Denis

Communaux, mairies de gauche

Rien ne va plus !

Il y a une quinzaine de jours, les sections syndicales des agents communaux de Bouguenais, commune de 12 000 habitants près de Nantes, demandent l'ouverture de négociations sur leur cahier revendicatif. Le Dr Autain, ex-PSU, maire actuel PS de tendance CERES et candidat aux élections, les reçoit entre deux portes et prétend qu'il n'a pas le temps de voir le problème !

L'assemblée générale décide alors un débrayage d'une durée de trois heures pour le vendredi 3 mars. Auparavant, les représentants syndicaux s'adressent aux autres formations politiques de la mairie (PC et PSU) pour leur demander leur avis et leur soutien sur le cahier de revendications. PCF et PSU marchent dans la combine autant par souci de mettre des bâtons dans les roues au PS majoritaire que par souci réel des revendications.

Le débrayage a lieu vendredi 3 mars, un service minimum est assuré. Des repas froids sont servis aux enfants dans les cantines. 70 % des agents communaux débrayent. On remarque parmi les jaunes un responsable CFDT, membre

du comité de soutien à Autain !

Devant la persistance du refus de la mairie, les grévistes décident d'intervenir le soir même au conseil municipal qui, justement, doit discuter du budget. Ce qui est dit est fait et là, devant les agents communaux, le public et les conseillers municipaux, Autain se fâche et déclare que les agents communaux sont des fascistes, ni plus ni moins !... Vive indignation de ceux-ci, surtout quand on sait que c'est à ce personnage que la CFDT confie l'animation de stages sur l'autogestion ! Puis, en définitive, le conseil municipal noie le poisson pour ne pas avoir à prendre position sur les revendications.

Pour l'instant, les choses en sont là. On peut penser que les organisations syndicales vont freiner la lutte jusqu'aux élections, mais on peut faire confiance aux agents communaux de Bouguenais pour ne pas en rester là.

On dit, à Bouguenais, que, suite à ces événements, le maire n'oserait plus venir à sa mairie, sauf de nuit, pour prendre ses dossiers !

Correspondant HR

Trois ouvriers des pays de l'Est s'adressent aux syndicats français

Trois anciens ouvriers émigrés de pays de l'Europe de l'Est demandent aux syndicats français de « réaffirmer le droit des travailleurs à s'organiser en des syndicats indépendants » dans ces pays et d'intervenir pour la libération de ceux qui veulent le mettre en pratique.

Dans une lettre ouverte, adressée aux syndicats CGT, CFDT, FO et FEN, rendue publique jeudi, les trois signataires, Viktor Fainberg, Edmund Baluka et Vassile Paraschiv demandent aux syndicats de participer à des commissions internationales d'enquête « pour faire la lumière sur la réalité des syndicats », dans les pays de l'Est.

Les trois émigrés demandent également l'intervention des syndicats français pour la libération des ou-

vriers soviétiques qui « ont été internés dans des hôpitaux psychiatriques pour avoir voulu mettre en pratique le droit d'organisation en syndicats ». Ils rappellent que « deux représentants de 200 travailleurs soviétiques » ont rendu publics, le 27 février à Moscou, les statuts d'une « organisation syndicale indépendante de l'appareil d'État », et qu'un « comité ouvrier » a lancé un appel en Pologne en faveur de la création de « syndicats libres ».

Viktor Fainberg est Soviétique et avait été un des sept participants à la manifestation du 25 août 1968 sur la place Rouge contre l'intervention en Tchécoslovaquie. Le Polonais Edmund Baluka avait été président du comité de grève des chantiers navals de Szczecin en décembre 1970.

● Millau (Aveyron)

LES OUVRIERS DE HENFER OCCUPENT POUR «VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS»

Henfer, c'est une petite usine de 47 ouvriers qui fabrique des chaudières. En 1971, il y avait 130 ouvriers ; en 1974, l'usine est partagée en deux ce qui entraîne une réduction de personnel. En 1975, premier dépôt de bilan, l'usine est reprise par des gens incompétents, de plus elle n'est plus compétitive sur le marché face à des entreprises qui emploient plusieurs milliers d'ouvriers ; et en 1977, elle se retrouve avec un trou financier. 1978 nouveau dépôt de bilan.

La riposte des ouvriers ne s'est pas faite attendre. Le 20 janvier, ils décident l'occupation de l'usine jour et nuit.

Le 27 janvier, le bilan est déposé. Actuellement, les ouvriers occupent toujours l'usine et popularisent leur lutte. Dernièrement, ils ont fait une journée « portes ouvertes » qui a obtenu un grand succès.

« On veut écraser l'affaire tout de suite sans chercher de solution, alors qu'il suffirait de quelques millions. Mais on ne se fait

pas d'illusions, les pouvoirs publics ont tout fait pour vider la région de toutes les usines qu'elle possédait, et ils ne feront pas d'exception pour Henfer. Donc, on se battra ».

Les travailleurs d'Henfer ont décidé de prendre contact avec les paysans du Larzac tout proche, car eux aussi luttent pour vivre et travailler au pays.

Les femmes des travailleurs d'Henfer ont aussi leur mot à dire :

« Et nous, les femmes au foyer, n'avons-nous pas le droit de nous exprimer, ne sommes-nous pas des travailleuses à part entière ? Nous voulons affirmer, en toute indépendance, notre détermination à lutter pour une vie meilleure où le pain du lendemain ne sera pas aléatoire. Nous sommes tous dans la même galère et c'est tous ensemble que nous nous en sortirons ».

Pour ce qui est des élections, leur position est claire :

« Pour nous, seule la lutte compte ; on ne pourra vivre et travailler au pays que grâce à notre combativité et à notre détermination. Cette période électorale n'est pas signe d'arrêt des hostilités au contraire ».

Certains partis politiques, dont le MRG et le PCF, ont voulu récupérer la lutte à leur profit ; face à cela, les travailleurs ont répondu par un article dans les journaux locaux :

« Il n'est du pouvoir d'aucun parti politique, quel qu'il soit, de se substituer aux travailleurs et à leurs organisations syndicales dans les luttes qu'ils mènent ».

« Ce n'est pas en tirant parti d'informations erronées et de propos mensongers que la classe ouvrière, et plus particulièrement les travailleurs d'Henfer, seront soutenus dans leur lutte ; ces déclarations inopportunes nous ramènent à déclarer que les travailleurs d'Henfer n'ont pas attendu les professionnels de la politique, tels que des ouvriers de la dernière heure, pour s'organiser ; ils sont les plus aptes à décider des aides extérieures qu'ils peuvent attendre ; ils exigent d'être consultés à l'avenir sur toute initiative les concernant, qu'elle soit d'ordre privé ou qu'elle émane d'un groupe quelconque ; les travailleurs d'Henfer se sont toujours montrés à la hauteur de leur responsabilité et c'est bien à eux de mener leur lutte comme ils l'entendent et nous n'admettons aucune récupération de celle-ci ».

Comme on le voit, les travailleurs d'Henfer sont décidés à lutter jusqu'au bout avec fermeté ; d'ailleurs ils l'ont déjà montré :

— En 1969, grève de 20 jours contre des licenciements ;

— Grève en 1971 ;

— En 1973, tous les ouvriers ont débrayé lors du coup d'État au Chili ;

— En 1974, d'autres grèves ;

— Et dernièrement, 90 % des travailleurs de l'usine se sont rendus au procès des paysans du Larzac.

Le moral est bon. Ça promet.

PS : Tous les ouvriers sont syndiqués à la CFDT et à la CGT et ces deux sections syndicales mènent la lutte.

Correspondant Rodez-Decazeville

● Montpellier

150 F pour tous, Comelect occupée

Comelect est une moyenne entreprise sous-traitante d'IBM comme il y en a beaucoup à Montpellier ; les qualifications sont généralement assez basses, et les salaires : n'en parlons pas !

Jeudi 2 mars, en sortant de la réunion avec le patron, les délégués appellent les ouvriers à 1 h de grève pour protester : en effet le patron refuse en bloc toute revendication.

Réunis en assemblée générale, les ouvriers décident d'arrêter le travail jusqu'à satisfaction des revendications :

— 150 F pour tous

— Aménagement des horaires avec possibilité de récupérer des heures d'absence.

La grève est suivie à 98 %, seule une poignée de fayots continue le travail (et quelques ouvriers intérimaires d'Ecco). Depuis 68, on n'avait pas vu un tel mouvement. Encore un exemple qui montre que les travailleurs n'attendent pas après les élections pour résoudre leurs problèmes, ils comptent sur leurs propres forces, leurs propres luttes.

Correspondant H.R.

● Montreuil

Contre le manque d'effectifs : les postiers en grève

Les postiers de Montreuil Principal ont engagé le jeudi 9 mars une grève.

La colère des employés était telle que les sections syndicales CGT-CFDT et même FO ont appelé à la lutte.

Les revendications centrales portent sur le manque d'effectifs (environ 40 agents), le rendement trop

dur et la mauvaise organisation des services.

« A la distribution postale, c'est tous les jours cinq ou six quartiers qui ne peuvent être assurés, c'est-à-dire 1/8 de la ville, soit environ 15 000 personnes qui n'ont plus de courrier » (tract CFDT).

Résultat : c'est plus de 200 000 lettres qui restent en souffrance.

« L'installation dans un bureau tout neuf et la restructuration du plan de tri à la distribution n'ont rien arrangé, au contraire.

Cette fois, le point de rupture est atteint. Les guichetiers le savent bien, qui doivent supporter à effectifs restreints l'affluence et les doléances du public... A la distribution télégraphique, à

la manutention, c'est le même refrain : pas assez de monde » (autre tract CFDT).

La direction départementale PTT de Bobigny fait la sourde oreille et certains lancent des refrains démobilisateurs du genre « Votez bien » et « Ça changera »... Vigilance !

Une employée de Montreuil PTT.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978



PTT : l'occupation du CTA de Créteil. Puis la lutte s'étend partout en France pour la titularisation des hors-statuts, pour les effectifs. - A Lille, à Montreuil aujourd'hui, ça repart.



Laval, manifestation de paysans contre le trust agro-alimentaire Wessafic.



Personnel hospitalier, à Paris, et dans le pays de Loire. La lutte pour les effectifs, contre les hôpitaux-mouroirs.

Les luttes n'ont pas cessé avant, elles se poursuivront après

Pendant que Barre expliquait que la lutte des classes «ça n'existe pas», que la gauche essayait d'endormir les travailleurs avec sa berceuse favorite «voter bien et tout changera», des grèves ont été déclenchées un peu partout, singulièrement nombreuses en cette période d'élections. Elles garantissent que quelle que soit, en définitive, la politique d'exploitation que la bourgeoisie tentera d'imposer aux travailleurs, ceux-ci sauront s'y opposer de façon indépendante en comptant sur leurs propres forces, en renforçant leur unité de classe.



Caisse d'allocations familiales : les techniciens en grève depuis un mois et demi pour obtenir une qualification supérieure.

Jacques Borel-International : à la tour Montparnasse, dans les restaurants Wimpy : la révolte et la grève.



Biscuiterie Phydor : les ouvrières occupent pour s'opposer aux licenciements.

